

**M. le vice-président:** A l'ordre. Comme il est 5 heures, je dois quitter le fauteuil, faire rapport de l'état de la question et demander à reprendre la séance plus tard aujourd'hui.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

### QUESTIONS À DÉBATTRE

**M. l'Orateur:** A l'ordre. En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre que les questions suivantes seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: Le député de Hillsborough (M. MacQuarrie)—Les pêches—La compétence du Canada en matière de gestion des ressources du plateau continental; le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave)—Les grains—Le programme LIFT—Les remboursements exigés des cultivateurs—Le renvoi de la question au contentieux du ministère; le député de Compton (M. Latulippe)—Le commerce extérieur—Les mesures visant à pallier la concurrence des marchés mondiaux. Comme il est 5 heures, la Chambre passe à l'étude des initiatives parlementaires qui figurent au *Feuilleton* d'aujourd'hui, savoir: les avis de motion (documents), les bills privés et les bills publics.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander, au nom de mes deux collègues, que les deux premiers avis de motion portant dépôt de documents inscrits au *Feuilleton* d'aujourd'hui soient retirés. Je parle de l'avis n° 24 inscrit au nom du député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) et de l'avis n° 49 inscrit au nom du député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave).

**M. l'Orateur:** La Chambre y consent-elle?

**Des voix:** D'accord.

(Les ordres sont annulés et les motions sont retirées.)

• (5.00 p.m.)

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES—DEMANDES DE DOCUMENTS

### LES COMMUNICATIONS

LES SATELLITES—LES ACCORDS PASSÉS ENTRE HUGHES AIRCRAFT CO., LA NORTHERN ELECTRIC CO. ET SPAR AEROSPACE LTD.

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough)** propose:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie des accords passés entre Hughes Aircraft Co., d'une part, et la Northern Electric Co., de Montréal, et Spar Aerospace Ltd., de Malton (Ontario), d'autre part, portant sur les pièces composantes pour les satellites de télécommunications.

—Monsieur l'Orateur, la demande initiale semble maintenant un peu ancienne, car elle a été faite ici en novembre 1970. Son objet, néanmoins, n'est nullement périmé. C'est même une étrange coïncidence que, sous de nombreux aspects, la question soit particulièrement pertinente au Parlement et dans le pays aujourd'hui. Il s'agit de documents qui n'ont pas été divulgués. Comme nous l'a-

[M. Orlikow.]

vons souvent pensé depuis quelques mois, bien trop de documents sont soustraits à l'étude des députés et du public qu'ils intéressent.

Évidemment, il s'agit également de la question extrêmement importante de la concurrence avec l'industrie étrangère, problème persistant, je suppose, ces dernières années. On y voit la preuve de l'écroulement des espoirs que le gouvernement avait fait naître chez les Canadiens. Je me souviens des anciens jours d'euphorie alors que le député actuel de Duvernay (M. Kierans) entretenait des espoirs si enthousiastes et de si grandes ambitions quant aux réalisations possibles dans la stratosphère dans le domaine des télécommunications.

**M. Bell:** Que lui est-il arrivé?

**l'hon. M. Dinsdale:** Il a été lancé en orbite.

**M. Macquarrie:** J'ai souvent pensé, lorsque la situation s'est aggravée au ministère des Postes, que les espoirs placés dans le domaine des communications se confirmaient de plus en plus. Le moral des Postes baissait de plus en plus, alors que les satellites s'élevaient toujours plus haut dans la stratosphère. J'avais l'habitude de dire que l'ancien ministre des Postes faisait un bon économiste. Je le pense toujours et ses associés d'en face devraient suivre ses conseils dans ces domaines. J'ai demandé ces documents parce que je suis très curieux de connaître le sort fait aux espoirs qu'on avait fait naître en nous à propos d'une question très importante, la mise au point d'un système national de télécommunications au Canada. Des mesures importantes ont été adoptées, une étude minutieuse et des pourparlers ont suivi et le public en a beaucoup discuté et manifesté un vif intérêt à la pensée de ce projet si important.

Un des principaux arguments invoqués pour obtenir le consentement de la Chambre quand le bill a été adopté et les crédits votés, était qu'un système national de communications par satellites avancerait beaucoup la technologie canadienne, surtout dans le domaine poussé de la technique scientifique. On nous a fait miroiter des avantages accessoires extraordinaires et fait croire que le Canada avancerait à pas de géant du fait que les talents de ses savants et de ses travailleurs industriels hautement spécialisés serviraient à la mise au point de ce matériel scientifique de premier plan.

Nous avons été amenés à attendre des progrès sensationnels dans l'important domaine des innovations scientifiques et technologiques. Ce n'est pas tant la mise en orbite du satellite même, mais le lancement de l'expansion technologique industrielle qui a convaincu les Canadiens. Ils n'avaient aucune raison de ne pas attendre un avenir assez prometteur. Les Canadiens n'étaient pas et ne sont pas des novices dans le domaine de la technologie spatiale. Le satellite Alouette a été lancé il y a des années et l'expérience a eu un très grand succès. La durée et la performance ont dépassé les espérances. Alouette II a tout aussi bien réussi. Isis A et B ont très bien fonctionné. Ils étaient construits et ils étaient des oiseaux, si je puis m'exprimer ainsi, de très grande précision.

Lorsque le Livre blanc a été publié, il portait l'imprimatur et la griffe de l'ancien ministre de l'Industrie, président actuel du Conseil du Trésor (M. Drury). On devinait déjà clairement ce qui arriverait. Je vais lire un paragraphe ou deux d'un Livre blanc intitulé «Un Système domestique de communications par satellites pour le Canada» publié en 1968. Je ne crois pas me tromper en